

Comité syndical du 18 décembre 2017

Rapport n°2017-III - 5

INDEMNITE DE CONSEIL ALLOUEE AU COMPTABLE PUBLIC

L'arrêté ministériel du 16 décembre 1983 permet aux collectivités territoriales qui le souhaitent de demander au receveur syndical des conseils et une assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable et la présence lors des conseils.

Selon cet arrêté, l'accomplissement par le receveur syndical de ces prestations de conseil et d'assistance et de participation aux conseils dont la nature et l'importance sont à déterminer par le Conseil Syndical lui donne droit à l'attribution d'une indemnité de conseil dont le taux doit être fixé par l'assemblée en fonction des tâches demandées.

Elle est valable, au choix du Conseil, soit pour la durée du mandat du Conseil (sauf suppression ou modification par une nouvelle délibération ou changement de receveur), soit pour l'année en cours.

Madame Chantal Gautier ayant succédé à Madame Evelyne Patoux à compter du 1^{er} septembre 2017, il convient de se prononcer à nouveau sur l'attribution de ces indemnités et d'en déterminer le taux.

Le calcul est effectué en application du tarif déterminé à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et son montant sera automatiquement réactualisé pour les années ultérieures, selon le mécanisme précisé à l'article susvisé ;

Le taux accordé à Madame Patoux étant de 100 %, les crédits budgétaires ont d'ores et déjà été inscrits au compte 6225 « Indemnités au comptable et aux régisseurs » du budget primitif 2017 du Syndicat Mixte du Grand Légué.

La prime annuelle sera versée à chacune des comptables publiques au pro rata temporis.

Cette délibération a pour objet de fixer un taux (de 0% à 100%) pour l'indemnité de Conseil qui sera versée chaque année au Receveur syndical et qui sera calculée sur les montants réels des dépenses auxquels sont appliqués des pourcentages par plafonds prévus par le texte officiel.

Aussi je vous propose :

De vous prononcer sur l'attribution de cette indemnité en maintenant un taux de 100%.

Le Président du Syndicat mixte


M. Alain CADEC